Encore une COP, de moins en moins d'espoir, d'action et de couverture médiatique : comment ramener l'espoir des 1,5 C° ?

Luxembourg, le 4 novembre 2026 - **A cinq jours de l'ouverture de la COP31 à Antalya, le constat est brutal: nos politiques actuelles nous mènent vers 2,6 °C d'ici 2100. Alors que le ministre Wilmes suggère que l'UE adopte une approche modeste dans les négociations, nous exigeons une approche cohérente et ambitieuse de la part de l'UE et du Luxembourg. Au lieu d'éviter la déception en ayant moins d'attentes vis-à-vis des autres, le Luxembourg et ses pairs européens devraient l'éviter en agissant en faveur de la justice climatique, en apportant notre contribution de manière équitable et en respectant nos engagements.**

Avons-nous échoué ? Oui ! Selon le tout récent rapport du PNUE « Limiting Overshoot »[1], nous ne pourrons plus limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 °C ; un dépassement temporaire est désormais inévitable. Pire encore, avec tous les engagements et politiques actuels, le réchauffement climatique mondial prévu atteindra en moyenne environ 2,6 °C d'ici 2100 [2]. Cet échec ne doit en aucun cas être considéré comme un aveu de défaite ou comme une excuse pour ne pas actionner immédiatement le frein d'urgence. Il existe certes des opportunités pour que les responsables politiques fassent mieux, et **une occasion importante se profile avec la COP31**, mais le temps des promesses vagues et des engagements timides est révolu. Notre action devant le Parlement à la rentrée a rappelé que cet été caniculaire était un véritable bûcher de promesses non tenues[3].

Une hausse de 1,5 °C n'est déjà pas sans danger ; tout dépassement sera une catastrophe dont nous ne mesurons pas encore l'ampleur. Nous exigeons des mesures d'adaptation au Luxembourg et dans le Nord global, et un soutien conséquent et juste à l'adaptation dans les pays du Sud global, les plus touchés par la crise. *« Dépasser 1,5 °C puis espérer y revenir, c'est jouer à la roulette avec des points de basculement dont on ne mesurera les dégâts qu'après coup »,* estime David Hoffmann de l'ASTM. *« L'adaptation est indispensable, mais elle ne doit jamais servir à faire accepter 2 ou 3 degrés. Chaque dixième de degré compte : 1,5 °C doit rester notre cap. »*

La COP31 se tient à Antalya, en Turquie, et la société civile luxembourgeoise sera sur place[4] et pourra demander des comptes au gouvernement luxembourgeois. Aux côtés de nos homologues européens et du Sud, nous nous battrons pour la justice climatique. La COP31 est censée porter sur la mise en œuvre, mais trop de questions sur les "modalités" restent sans réponse dans l'approche luxembourgeoise et européenne.

---

[1] https://www.unep.org/en/publications/report/limiting-overshoot-navigating-exceedance-15degc-and-pathways-towards-return

[2] (fourchette comprise entre 1,9 et 3,6 °C)

[3] https://www.greenpeace.org/luxembourg/fr/communiques-de-presse/31266/chambre-deputes-bucher-promesses-non-tenues/

[4] David Hoffmann, coordinateur du plaidoyer politique de l'ASTM, sera sur place (12-21 novembre).

Notre catalogue de revendications (en annexe), ainsi que les paragraphes suivants, précisent ce que le Luxembourg et l'UE doivent faire pour garantir la justice climatique lors de la COP31 et au-delà.

Pourquoi la sortie des énergies fossiles et le financement climatique ? Parce que ce sont deux domaines majeurs dans lesquels le Luxembourg peut agir, et où l'injustice envers les pays du Sud est la plus flagrante. C'est une triple injustice : les pays industrialisés ont le plus profité des énergies fossiles, mais ce sont les pays du Sud qui en subissent le plus les conséquences ; ils sont ensuite laissés presque sans moyens pour y faire face, alors qu'on estime les besoins de financement climatique à plus de mille milliards de dollars par an ; enfin, on exige d'eux qu'ils contribuent à la transition énergétique pour sauver le climat.

Sortie des fossiles

À Belém, le ministre Serge Wilmes a jugé le paquet final « insuffisant » et le Luxembourg a regretté l'absence de feuille de route pour sortir des fossiles. En mai 2026, le gouvernement luxembourgeois a soutenu les engagements de Santa Marta en faveur de « trajectoires crédibles » de sortie. **Il manque l'étape suivante: une feuille de route nationale, chiffrée et datée.** Par ailleurs, et ce n'est pas moins important, le Luxembourg doit enfin honorer son engagement pris dans le cadre de COFFIS[5] de publier inventaire de toutes les aides et dépenses fiscales aux fossiles, du « Tankrabatt » à la compensation pour le mazout de chauffage en passant par le gasoil agricole, assorti d'un calendrier de suppression. Côté UE, la feuille de route attendue doit être traduite de manière cohérente dans les politiques commerciales, financières et industrielles, en s'attaquant aux obstacles structurels qui entravent sa mise en œuvre.

Finance climatique

Le Luxembourg a présenté en juin 2026 une stratégie de financement climatique internationale à hauteur de 320 millions d'euros pour la période 2026–2030. Nous apprécions ce geste, et le fait qu'il soit additionnel à l'aide publique au développement. Mais 320 millions sur cinq ans, c'est en moyenne 64 millions par an: **la stratégie ne contient aucun calcul de « juste part », alors que l'ASTM estimait celle-ci à au moins 600 M€ par an en 2025.** De plus, elle ne précise ni la contribution au triplement du financement de l'adaptation, ni de montant pour le Fonds pertes et préjudices (Loss & Damage). Quant à la plateforme Rio Changemakers, qui doit être lancée en version bêta à cette COP pour attirer des investisseurs privés, elle a été annoncée sans transparence ni consultation : impossible d'en juger l'efficacité ou la conformité aux principes de justice climatique. **Le capital privé ne s'oriente guère au-delà des secteurs déjà rentables ; des financements publics prévisibles, accessibles et sous forme de dons restent indispensables pour la transition juste, l'adaptation et les pertes et préjudices.**

Conclusion

Avons-nous échoué ? Oui. Devons-nous continuer à échouer ? Non, et c'est un choix politique. À Antalya, le Luxembourg ne pourra pas se contenter de regretter l'insuffisance des textes finaux : il doit montrer l'exemple, avec une feuille de route fossile chiffrée et datée, et une contribution financière à la hauteur de sa juste part.

Le temps des « trajectoires crédibles » et des stratégies sans chiffres est terminé. Chaque dixième de degré compte, et chaque année d'attente se paie en vies, en terres et en avenir, d'abord dans les pays du Sud. Le gouvernement luxembourgeois sait ce qu'il doit faire. Nous serons à Antalya pour veiller à ce qu'il le fasse.

[5] Coalition on Phasing Out Fossil Fuel Incentives including Subsidies

---

Notes :

[1] Votum Klima est une plateforme qui réunit les associations suivantes: AEIN (Aide à l'enfance de l'Inde et du Népal), Amnesty International Luxembourg, ASTM (Action Solidarité Tiers Monde), CELL (Citizens for Ecological Learning and Living), Cercle de coopération, etika, Eurosolar Lëtzebuerg, frères des hommes, Fairtrade Lëtzebuerg, Greenpeace Luxembourg, natur&ëmwelt, partage.lu, ProVelo, SOS Faim, Vereenegung fir Biolandwirtschaft Lëtzebuerg a.s.b.l.

Contacts :

David Hoffmann - ASTM | david.hoffmann@astm.lu | (+352) 621 313 366
(**sur place à Antalya du 12 au 21 novembre**)

Altynaï Bidaubayle - Greenpeace | altynai.bidaubayle@greenpeace.org | +352 621 652 667